



ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL COMPOSÉ DES COMMUNES DE

CLICHY-SOUS-BOIS, COUBRON, GAGNY, GOURNAY-SUR-MARNE, LE RAINCY,
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS, LIVRY-GARGAN, MONTFERMEIL, NEUILLY-PLAISANCE,
NEUILLY-SUR-MARNE, NOISY-LE-GRAND, ROSNY-SOUS-BOIS, VAUJOURS, VILLEMOMBLE

Membres en exercice : 80

Présents : 61

Pouvoirs : 14

CONSEIL DE TERRITOIRE
SÉANCE DU 5 JUILLET 2016 À 20H

Délibération CT2016/07/05-04 – Arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme des Pavillons-sous-Bois et bilan de la concertation

Rapporteur : Claude CAPILLON, 1^{er} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : Mercredi 29 juin 2016

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORÉ Félicité, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BENTAHAR Abdelkader, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOUCHER Martine, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CALMÉJANE Hélène, CALMÉJANE Patrice, CAPILLON Claude, CHOULET Michèle, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Romain, DALLIER Philippe, DEMUYNCK Christian, DESHOGUES Monique, DUFFRÈNE Sylvie, GENESTIER Jean-Michel, GRANDIN Gaëtan, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HÉLÉNON Joëlle, ISCACHE Martine, ITZKOVITCH Ivan, JARDIN Anne, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LELLOUCHE Nicole, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHÉAS Jacques, MALJEAN Jean-Pierre, MANTEL Aurélie, MARTIN Pierre-Yves, MARTINACHE François, MAUPOUSSIN Stéphanie, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, PELISSIER André, REYGNAUD Marie-Françoise, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, TESTA Richard, TEULET Michel, THIBAUT Magalie, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. AMOZIGH Joëlle (donne pouvoir à MAHEAS Jacques), ARCHIMEDE Pierre, BOURICHA Fayçale (donne pouvoir à THIBAUT Magalie), CARBONNELLE Serge (donne pouvoir à DALLIER Philippe), DELORMEAU Christine (donne pouvoir à KLEIN Olivier), EPINARD Serge (donne pouvoir à MIERSMAN Michel), FAUBERT Jacques (donne pouvoir à AMORÉ Félicité), FAUCONNET Jean-Paul (donne pouvoir à DESHOGUES Monique), FICCA Grégory (donne pouvoir à MILOTI Donni), GAUTHIER Christine, HUART Marie-Claude (donne pouvoir à BARTH Franck), MARSIGNY Brigitte, MARTINS Marylise, PIETRASZEWSKI Jean-Jacques (donne pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), POPELIN Pascal, PRUDHOMME Gérard (donne pouvoir à MARTIN Pierre-Yves), RATEAU Chantal (donne pouvoir à BODIN Roger), SCHUMACHER Alain (donne pouvoir à REYGNAUD Marie-Françoise), TAYEBI Samira (donne pouvoir à JARDIN Anne).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Hélène CALMÉJANE

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 et suivants, ainsi que les articles R. 123-1 à R. 123-14, dans leur version en vigueur à la date du 31 décembre 2015,

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU),

VU la loi n° 2003-590 du 02 juillet 2003 Urbanisme et Habitat (UH),

VU la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement National pour le Logement (ENL),

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009, dite loi Grenelle I,

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'Environnement, dite loi Grenelle II, modifiée par la loi n° 2011-12 du 05 janvier 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation du droit de l'Union européenne,

VU la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris,

VU la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit,

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR),

VU le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du Code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme, qui stipule que les dispositions des articles R. 123-1 à R. 123-14 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 restent applicables aux Plans Locaux d'Urbanisme dont l'élaboration, la révision, la modification ou la mise en compatibilité a été engagée avant le 1er janvier 2016,

VU l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du Code de l'Urbanisme,

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 134-9 et L. 300-2,

VU la délibération n°2015.00083 du Conseil municipal des Pavillons-sous-Bois en date du 29 juin 2015 prescrivant la révision du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pavillons-sous-Bois, avec les objectifs suivants :

- La prise en compte des nouvelles normes législatives :
 - se doter d'un règlement actualisé conforme aux exigences des lois Solidarité et Renouvellement Urbain (S.R.U.) de 2000, Engagement National pour le Logement (E.N.L.) de 2006, Engagement National pour l'Environnement (E.N.E.) de 2010 et Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (A.L.U.R.) de 2014, notamment en matière de construction de logements, de normes environnementales et de développement durable ;

- La création de logement et la mise en œuvre des objectifs du Programme Local de l'Habitat approuvé le 27 janvier 2014 :
 - développer et diversifier l'offre de logements pour un parcours résidentiel répondant aux besoins de la population ;
 - modifier le zonage de certains terrains en vue de libérer des opportunités foncières afin de répondre aux exigences réglementaires en matière de création de logement ;
 - tenir compte des objectifs du Schéma Directeur Régional d'Ile-de-France pour la construction de 11.640 logements par an en Seine-Saint-Denis ;
 - lutter contre l'habitat insalubre, indigne et dégradé ;
- La protection du patrimoine existant :
 - protéger et mettre en valeur la qualité architecturale du patrimoine bâti de la Commune ;
 - préserver le caractère pavillonnaire de la Commune ;
- L'amélioration des services publics :
 - améliorer, sécuriser et mettre en accessibilité les équipements de service public et d'intérêt collectif ;
 - fixer les emplacements réservés aux futurs équipements publics, aux voies et ouvrages nécessaires ;
- Le développement économique :
 - identifier les avenues Victor Hugo et Chanzy comme secteurs commerciaux de proximité et de services pour favoriser l'attractivité, diversifier et renforcer l'offre commerciale ;
 - requalifier la zone d'activité de La Poudrette afin de consolider l'équilibre économique, accueillir de nouveaux emplois et parachever le projet de requalification au Nord du Canal de l'Ourcq ;
- L'amélioration des modes de transports :
 - accompagner l'arrivée du T Zen 3 (transport en commun en site propre) sur les avenues Aristide Briand et Victor Hugo en matière de requalification urbaine ;
 - favoriser les modes de transports alternatifs et les circulations douces ;
- L'amélioration des espaces verts :
 - protéger et valoriser les espaces verts, les ressources environnementales et paysagères ;
 - assurer la création et le maintien des espaces verts, notamment sur les propriétés privées ;
 - protéger la biodiversité ;

Vu la délibération n°2015.00138 du 14 décembre 2015 par laquelle le Conseil municipal des Pavillons-sous-Bois sollicite l'Etablissement Public Territorial « T9 », dont fait partie la commune des Pavillons-sous-Bois depuis le 1^{er} janvier 2016, afin de poursuivre et d'achever la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la ville des Pavillons-sous-Bois,

VU la délibération CT2016-04-08-12 du Conseil de territoire en date du 8 avril 2016 décidant de poursuivre et d'achever l'ensemble des procédures d'élaboration, révision ou modification de Plan Local d'Urbanisme, de Plan d'Occupation des Sols et de Règlement Local de Publicité, engagées avant le 1^{er} janvier 2016 par les communes membres de l'Etablissement public territorial, en conformité avec les objectifs et les modalités de la concertation, tels qu'ils ont été définis par les conseils municipaux de chacune des communes,

VU le débat sur les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), qui s'est tenu le 4 avril 2016 en séance du Conseil municipal des Pavillons-sous-Bois,

VU le débat sur les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), qui s'est tenu le 8 avril 2016 en séance du Conseil de territoire de Grand Paris Grand Est, orientations qui s'articulent autour de 2 grands axes :

- 1 : promouvoir un renouvellement urbain harmonieux et préserver une ville pavillonnaire avec pour orientations structurantes :
 - permettre et qualifier l'évolution de la ville
 - concilier développement et environnement
 - mieux connecter la trame verte et bleue
- 2 : vivre à l'échelle de la ville avec pour orientations structurantes :
 - tendre à satisfaire les obligations légales en matière de construction de logements
 - renforcer les cœurs de vie
 - poursuivre le dynamisme économique
 - conforter l'offre en équipements
 - améliorer les déplacements dans la ville

VU les modalités de mise en œuvre de la concertation prévues dans la délibération du Conseil municipal des Pavillons-sous-Bois en date du 29 juin 2015 avec les moyens et les actions suivantes pour associer, pendant toute la durée de la procédure d'élaboration du P.L.U., les habitants, les acteurs locaux et l'ensemble des personnes concernées :

- l'affichage d'un avis au public à la mairie et sur les panneaux administratifs sur la concertation avec une annonce dans la presse locale et une communication dans le journal municipal et sur le site Internet de la Commune ;
- la mise en place d'un registre à la disposition du public au service urbanisme et la création d'une « boîte aux lettres » électronique sur le site Internet de la Commune afin de recueillir les observations du public tout au long de la procédure ;
- la mise en ligne des documents du Plan Local d'Urbanisme sur le site Internet de la commune au fur et à mesure de leur élaboration ;
- la publication d'articles informatifs dans le journal municipal au fur et à mesure de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;
- la concertation avec les acteurs locaux au travers d'ateliers thématiques comme notamment l'habitat, le développement économique, l'environnement et le développement durable ;
- l'organisation de réunions publiques de concertation.

VU la délibération n°2016.00093 du Conseil municipal des Pavillons-sous-Bois en date du 27 juin 2016 arrêtant le bilan de la concertation relative à l'élaboration du P.L.U. et qui s'est déroulée conformément aux modalités fixées par la délibération du Conseil municipal du 29 juin 2015,

VU la délibération n°2016.00094 du Conseil municipal des Pavillons-sous-Bois en date du 27 juin 2016 arrêtant le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pavillons-sous-Bois,

CONSIDERANT que le projet de P.L.U. de la commune des Pavillons-sous-Bois peut donc être arrêté en Conseil de territoire et qu'une fois arrêté, le projet de P.L.U. sera soumis aux personnes publiques associées puis à enquête publique,

Après en avoir délibéré,

- A l'unanimité

DÉCIDE de tirer le bilan de la concertation tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

DÉCIDE d'arrêter le projet du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune des Pavillons-sous-Bois tel qu'annexé à la présente délibération ;

DÉCIDE d'autoriser Monsieur le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la poursuite de la procédure.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 05/07/2016.

Le Président,



Michel TEULET

Le Président soussigné certifie
le caractère exécutoire
du présent acte reçu
en Préfecture le

Affiché - Notifié le
Le Président,
Michel TEULET

18 JUL. 2016

